

Service instructeur

Service de l'Action Internationale,
Transfrontalière et Européenne

N° CP-2011-1-10-1

Service consulté

**EURES TRANSFRONTALIER OBERRHEIN/RHIN SUPERIEUR
CONVENTION CADRE 2010-2013**

Résumé : L'EURES Transfrontalier Oberrhein/Rhin Supérieur est un réseau réunissant les services publics de l'emploi, les organisations syndicales et patronales et certaines collectivités de l'espace du Rhin Supérieur, dont l'objectif est la promotion de la mobilité de la main d'œuvre dans le Rhin Supérieur. Il est proposé au Département de poursuivre son partenariat avec ce réseau en adoptant la nouvelle convention cadre 2010-2013. Ce partenariat est sans incidence financière directe pour la collectivité.

Fondé en 1993, EURES est un réseau de coopération entre la Commission européenne et les services publics de l'emploi des Etats membres de l'Union Européenne et de l'Espace Economique Européen (EEE), ainsi que d'autres acteurs comme les partenaires sociaux. Son objectif est de favoriser la libre circulation des travailleurs en Europe et ainsi de contribuer au développement d'un véritable marché de l'emploi européen.

EURES joue un rôle important dans les régions frontalières où il contribue à promouvoir l'emploi transfrontalier. Il existe actuellement plus de 20 partenariats transfrontaliers EURES, dont l'EURES Transfrontalier Oberrhein/Rhin Supérieur, créé en 1999. Ce dernier réunit les services publics de l'emploi, les organisations syndicales et patronales et certaines collectivités territoriales du Rhin Supérieur (Région Alsace, Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin). Il poursuit les objectifs suivants :

- Mise à disposition et échange d'informations et de conseils sur les offres et les demandes d'emploi dans la région transfrontalière,
- Information sur les conditions de vie et de travail de part et d'autre de la frontière,
- Développement et contribution à des projets visant à améliorer le marché du travail dans cet espace.

L'EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur œuvre très activement dans ce sens par des permanences de conseillers EURES dans les services de l'emploi, des ateliers de recherche d'emploi, la réalisation et la diffusion de brochures, la participation à des salons de l'emploi...

Le Département du Haut-Rhin est partenaire de ce réseau depuis sa création. Le projet de convention cadre pour la période du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2013 nous a été transmis le 15 décembre 2010. Les partenaires de l'EURES-T ont néanmoins souhaité que la convention débute le 1^{er} juin 2010 pour des raisons de continuité par rapport à la convention précédente.

La reconduction du partenariat du Département durant cette période serait souhaitable car elle permettrait notamment d'initier et de soutenir des actions en faveur de l'emploi.

Cette participation est d'autant plus avantageuse qu'elle est sans implication financière directe pour notre collectivité : les projets initiés dans le cadre de l'EURES-T sont en effet financés pour 1/3 par les Suisses et pour 2/3 par l'Union européenne et les partenaires français et allemands. Ces derniers prennent en charge les frais de transport et une partie des frais de personnel des agents participant aux activités de l'EURES-T (soit 5 %). Le reste constitue la part communautaire proprement dite (95%).

En conséquence, je vous invite à :

- approuver la convention cadre relative au réseau EURES-Transfrontalier Oberrhein-Rhin Supérieur pour la période allant du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2013.
- m'autoriser à signer cette nouvelle convention qui ne comporte pas d'incidence financière directe.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke, with the letters 'u' and 'n' written below the vertical line.

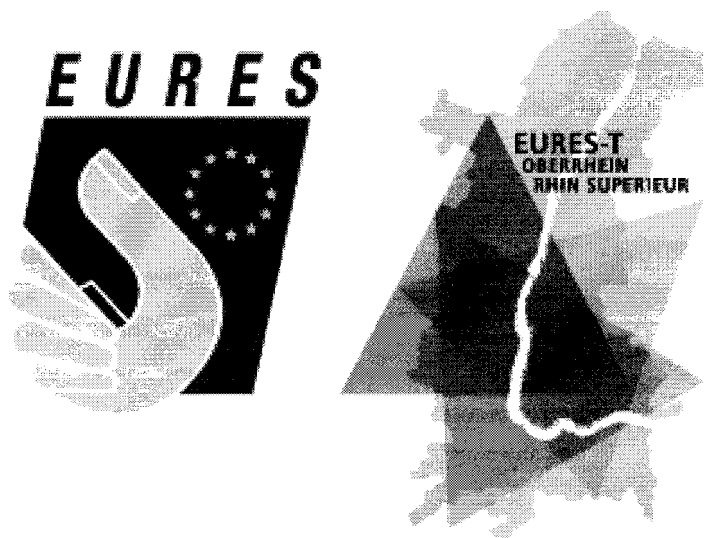
Charles BUTTNER

CONVENTION CADRE 2010-2013

RELATIVE A L'EURES TRANSFRONTALIER
« OBERRHEIN - RHIN SUPERIEUR »

RAHMENVEREINBARUNG 2010-2013

IN BEZUG AUF EURES-TRANSFRONTALIER
„OBERRHEIN - RHIN SUPERIEUR“



Stuttgart, 15. Dezember 2010
Stuttgart, le 15 décembre 2010
Geschäftsführung EURES-T Oberrhein
Le Secrétaire général EURES-T Rhin Supérieur

RAHMENVEREINBARUNG

des EURES-T Oberrhein - Rhin Supérieur

Zwischen

- der Bundesagentur für Arbeit (BA), vertreten durch den Direktor¹ des Fachbereiches EU-Binnenmarkt der Zentralen Auslands- und Fachvermittlung (ZAV);
- dem französischen Staat, vertreten durch den Präfekten der Région Alsace;
- Pôle Emploi, vertreten durch den Generaldirektor;
- der Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit, vertreten durch den Vorsitzenden der Geschäftsführung;
- der Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit, vertreten durch den Vorsitzenden der Geschäftsführung;
- der Direction Régionale Pôle Emploi Alsace, vertreten durch ihren Regionaldirektor;
- dem Kanton Basel-Stadt, vertreten durch den Regierungsrat;
- dem Kanton Basel-Landschaft, vertreten durch den Regierungsrat;
- dem Kanton Aargau, vertreten durch den Regierungsrat;
- dem Kanton Solothurn, vertreten durch den Regierungsrat;
- dem Kanton Jura, vertreten durch den Regierungsrat;
- dem Interregionalen Gewerkschaftsrat IGR Euregio, vertreten durch den Vorsitzenden;
- dem Interregionalen Gewerkschaftsrat IGR Dreiländereck, vertreten durch den Präsidenten;
- dem Arbeitgeberverband Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) Alsace, vertreten durch den Vorsitzenden;
- Arbeitgeber Baden-Württemberg - Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände e.V., vertreten durch den Vorsitzenden;
- der Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer

CONVENTION CADRE

de l'EURES-T « Oberrhein - Rhin Supérieur »

Entre

- la Bundesagentur für Arbeit (BA), représentée par le Directeur du département EU-Binnenmarkt de la Centrale Auslands- und Fachvermittlung (ZAV) ;
- l'Etat français, représenté par le Préfet de la Région Alsace;
- Pôle Emploi, représenté par son Directeur Général;
- la Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit, représentée par le Vorsitzenden der Geschäftsführung;
- la Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit, représentée par le Vorsitzenden der Geschäftsführung;
- la Direction Régionale de Pôle Emploi Alsace, représentée par son Directeur Régional;
- le Canton de Bâle-Ville, représenté par le Conseiller d'Etat;
- le Canton de Bâle-Campagne, représenté par le Conseiller d'Etat;
- le Canton d'Argovie, représenté par le Conseiller d'Etat;
- le Canton de Soleure, représenté par le Conseiller d'Etat;
- la République et Canton du Jura, représenté par le Ministre;
- le Conseil Syndical Interrégional CSIR Euregio, représenté par son Président;
- le Conseil Syndical Interrégional – CSIR des Trois Frontières, représenté par son Président;
- le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) Alsace, représenté par son Président;
- le syndicat patronal Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände e.V., représenté par son Président;
- le syndicat patronal Landesvereinigung

¹ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird in dieser Rahmenvereinbarung die männliche Form gewählt, die die feminine stets mit einbezieht.

Pour une meilleure lisibilité, la convention présente se servira de la forme masculine qui englobe toujours la forme féminine.

Unternehmerverbände, vertreten durch den Vorsitzenden;

- dem Arbeitgeberverband Basel, vertreten durch den Direktor;
- der Région Alsace, vertreten durch den Vorsitzenden des Conseil Régional d'Alsace;
- dem Département Bas-Rhin, vertreten durch den Vorsitzenden des Conseil Général du Bas-Rhin;
- dem Département Haut-Rhin, vertreten durch den Vorsitzenden des Conseil Général du Haut-Rhin;
- das Land Baden-Württemberg, vertreten durch die Regierungspräsidenten der Regierungsbezirke Freiburg und Karlsruhe;
- das Land Rheinland-Pfalz, vertreten durch das Ministerium für Arbeit, Soziales, Familie und Gesundheit.

Bezugnehmend auf:

- Artikel 46 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV)
- die Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 zweiter Teil;
- die Entscheidung 2003/8/EG (K(2002)5236) der Kommission vom 23. Dezember 2002 ¹⁾;
- die EURES-Satzung 2003/C 106/03 der Kommission vom 4. April 2003 ²⁾ in der Fassung 2010/C 311/05) vom 26. Oktober 2010 ³⁾;
- das Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedern einerseits und der Schweizerischen Eidgenossenschaft andererseits über die Freizügigkeit ⁴⁾ ;
- die "Gemeinsame Unterrichtung des durch das Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Schweizerischen Eidgenossenschaft andererseits über die Freizügigkeit eingesetzten gemischten Ausschusses" vom 18. Juni 2004 betreffend der Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der Europäischen Gemeinschaft im Rahmen des EURES-Netzes;
- das Handbuch für grenzüberschreitende EURES-Aktivitäten (März 2005);
- die EURES-Leitlinien 2010-2013.

¹⁾ ABl. L, 005 vom 10. Januar 2003, S.16

²⁾ ABl. C, 106 vom 3. Mai 2003, S.3

³⁾ ABl. C, 311/06 vom 16. November 2010

⁴⁾ ABl. L, 114/6 vom 30. April 2002

Rheinland-Pfälzischer Unternehmerverbände, représenté par le Président;

- le syndicat patronal Arbeitgeberverband Basel, représenté par son Directeur;
- la Région Alsace, représentée par le Président du Conseil Régional d'Alsace;
- le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Général du Bas-Rhin;
- le Département du Haut-Rhin, représenté par le Président du Conseil Général du Haut-Rhin;
- le Land Bade-Wurtemberg, représenté par les Regierungspräsidenten des Regierungsbezirke Freiburg et Karlsruhe;
- le Land Rhénanie-Palatinat, représenté par le Ministerium für Arbeit, Soziales, Familie und Gesundheit.

En s'appuyant sur:

- l'article 46 du traité CE sur la méthode de travail de l'Union Européenne
- le règlement du Conseil n° 1612/68 seconde partie;
- la décision 2003/8/EG (K(2002)5236) de la Commission du 23 décembre 2002 ¹⁾;
- la Charte EURES 2003/C 106/03 de la Commission du 4 avril 2003 ²⁾ dans la version 2010/C 311/05 du 26 octobre 2010 ³⁾;
- l'accord sur la libre circulation entre l'Union Européenne et ses membres d'une part et la Confédération Helvétique d'autre part ⁴⁾ ;
- l'« Information du 18 juin 2004 à l'intention du comité mixte institué selon l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes » concernant la coopération entre la Suisse et l'Union Européenne dans le cadre du réseau EURES;
- le Guide des activités transfrontalières EURES (mars 2005) ;
- les Lignes directrices EURES 2010-2013.

¹⁾ JOCE n° L, 005 du 10 janvier 2003, p.16

²⁾ JOCE n° C, 106 du 3 mai 2003, p.3

³⁾ JOCE n° C, 311/06 du 16 novembre 2010

⁴⁾ JOCE n° L, 114/6 du 30 avril 2002

Unter Hinweis auf

•die besondere sozioökonomische Situation sowie die spezifischen Erfordernisse der Arbeitsmärkte in den Grenzregionen der Europäischen Union (EU) sowie der Schweizerischen Eidgenossenschaft;

•die Notwendigkeit der Schaffung von Synergien zur Einrichtung eines unter der Verwaltung des Europäischen Koordinationsbüros der Kommission der Europäischen Gemeinschaften – nachstehend "Kommission" genannt – stehenden leistungsfähigen Netzwerks zum Austausch von Informationen über Beschäftigungsfragen sowie zur Verbesserung der Transparenz des Arbeitsmarktes und zur Förderung der Mobilität unter fairen Bedingungen innerhalb des europäischen Wirtschaftsraumes;

wird folgendes vereinbart:

ARTIKEL 1 – GEGENSTAND

Die Unterzeichner verpflichten sich die Ziele der EURES-Leitlinien entsprechend ihren Verantwortlichkeiten auf nationaler und grenzübergreifender Ebene zu verfolgen:

- 1.1 Dienstleistungsangebot durch Bereitstellung und Austausch von Informationen und Beratung über Stellenangebote und Stellengesuche sowie Lebens- und Arbeitsbedingungen und von sonstigen einschlägigen Informationen zur Herstellung von Transparenz auf dem Arbeitsmarkt in der Grenzregion, mit dem Ziel, Menschen und Arbeit schneller zusammenzubringen,
- 1.2 Beitrag zur Verstärkung dieses Informationsflusses durch direkte und regelmäßige Kontakte zwischen den EURES-Beratern in der Region, sowie die Vernetzung mit weiteren relevanten Akteuren am Oberrhein,
- 1.3 Beitrag zu und Erarbeitung von Projekten zur Verbesserung des Arbeitsmarktes in der Grenzregion, einschließlich Zusammenarbeit mit anderen einschlägigen Programmen,

Considérant

•la situation socio-économique particulière ainsi que les besoins spécifiques du marché du travail des régions frontalières de l'Union Européenne (UE) et de la Confédération Helvétique;

•la nécessité de créer des synergies pour mettre en œuvre un réseau performant géré par le bureau de Coordination EURES de la Commission des Communautés Européennes – ci-après dénommée la Commission – pour les échanges d'informations sur l'emploi, afin d'améliorer la transparence du marché du travail et de promouvoir la « mobilité équitable » à l'intérieur de l'Espace Economique Européen;

Par la présente convention:

ARTICLE 1 – OBJET

Les signataires s'engagent à poursuivre conjointement les objectifs des lignes directrices EURES conformément à leurs responsabilités au niveau national et au niveau transfrontalier:

- 1.1 Offre de service à travers la mise à disposition et l'échange d'informations et de conseils sur les offres et les demandes d'emploi ainsi que sur les conditions de vie et de travail et d'autres informations utiles sur le marché du travail permettant la transparence et ainsi de faire se rencontrer rapidement Hommes et Emplois dans la région transfrontalière,
- 1.2 contribuer au développement de ce flux d'informations grâce à des contacts directs et réguliers entre les conseillers EURES de la région et la mise en réseau avec d'autres acteurs importants du Rhin-Supérieur.
- 1.3 développer et contribuer à des projets visant à améliorer le marché du travail dans la région transfrontalière, y compris la coopération avec les autres

1.4 Beitrag zur Erarbeitung zukunftsfähiger Berufe, Kompetenzen und Innovationen auf dem Arbeitsmarkt sowie Zusammenarbeit mit anderen Instanzen,

1.5 Erhöhung der Sichtbarkeit von EURES-T Oberrhein in der Grenzregion.

programmes appropriés.

1.4 Participer à l'élaboration de compétences, de métiers futurs, d'innovations concernant le marché du travail et coopérer avec d'autres instances,

1.5 Augmenter la visibilité de l'EURES – T Rhin-Supérieur dans les régions limitrophes.

ARTIKEL 2 – ARBEITSWEISE

Die Unterzeichner verpflichten sich einen jährlichen Maßnahmenplan gemäß den EURES-Leitlinien zu erstellen.

Für jede Maßnahme werden die verantwortliche Organisation sowie ein Projektverantwortlicher benannt.

Für die Dauer dieser Rahmenvereinbarung ist das beratende EURES-Mitglied die Bundesagentur für Arbeit (BA) / Zentrale Auslands- und Fachvermittlung (ZAV) (nachfolgend „zuständiges EURES-Mitglied“ genannt).

Die Trägerschaft für das Budget Schweiz übernimmt gegenüber dem SECO das Amt für Wirtschaft und Arbeit des Kantons Basel-Stadt (AWA BS).

Partner dieser Vereinbarung sind die Unterzeichner der Vereinbarung. Sie können die Realisierung von Maßnahmen auf Dritte übertragen.

Für die in Artikel 1 genannten Ziele werden EURES-Berater der Arbeitsverwaltungen und Sozialpartner entsprechend den EU-Maßgaben von der Europäischen Kommission ausgebildet und freigestellt.

ARTIKEL 3 - LENKUNGS-AUSSCHUSS

Die Unterzeichner setzen einen Lenkungsausschuss ein, dessen Zusammensetzung und Arbeitsweise in Anhang 2 geregelt.

Der Lenkungsausschuss kann zu seiner Unter-

ARTICLE 2 – MODE DE TRAVAIL

Les co-contractants s'engagent à établir un plan d'activité annuel, conformément aux lignes directrices EURES.

Pour chaque activité, une organisation responsable ainsi qu'un chargé de projet sont désignés.

Pour la durée de la présente Convention, le membre EURES consultatif est la Bundesagentur für Arbeit (BA) / Zentrale Auslands- und Fachvermittlung (ZAV) (désigné par la suite: «membre EURES compétent»)

Concernant le budget Suisse, le relais financier vis-à-vis du SECO est assuré par l'Amt für Wirtschaft und Arbeit du Canton de Bâle-Ville (AWA BS).

Les signataires de la présente Convention sont considérés comme partenaires. Ils peuvent sous-traiter la réalisation des activités à des tiers.

Pour satisfaire aux objectifs visés à l'article 1, les conseillers EURES des services publics de l'emploi et des partenaires sociaux sont formés par la Commission Européenne selon les exigences de l'Union Européenne et sont libérés à cet effet.

ARTICLE 3 – COMITE DE PILOTAGE

Les signataires mettent en place un Comité de pilotage dont la composition et les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'annexe 2.

Le Comité de pilotage peut mettre en place

stützung einen Begleitausschuss und Arbeitsgruppen einsetzen.

un comité de suivi et des groupes de travail pour l'assister dans ses tâches.

ARTIKEL 4 – KOORDINATION

Der Lenkungsausschuss ernennt einen Geschäftsführer und Fachexperten. Auswahl, Funktion und Aufgaben sind in Anhang 3 dieser Rahmenvereinbarung geregelt.

ARTICLE 4 - COORDINATION

Le Comité de pilotage désigne un Secrétaire Général et des chargés de mission Coordination. Le mode de désignation et les missions sont précisées en annexe 3 de la présente Convention.

ARTIKEL 5 – BUDGET & FINANZTRÄGER

Das Gesamtbudget setzt sich aus einem EU-Anteil (Kommission), einem Anteil der Schweizerischen Eidgenossenschaft (SECO), und Eigenmitteln der Partnerorganisationen sowie nationalen Beiträgen zusammen.

ARTICLE 5 – BUDGET & PORTEUR FINANCIER

Le budget total se compose d'une partie UE (Commission), d'une partie Confédération Helvétique (SECO), des apports propres des organisations partenaires et de contributions financières nationales.

5a) Aufteilung des Budgets

Die im Budget EU und Budget Schweiz für die jährlichen Zuschussanträge vorgesehenen Fördermittel werden nach dem folgenden Schlüssel aufgeteilt: 2/3 Budget EU und 1/3 Budget Schweiz für die Projekte mit trinationalen Charakter. Der Zuschuss für die Koordination wird gesondert behandelt.

5a) Répartition du budget

Les financements prévus dans le budget UE et dans le budget Suisse pour les demandes de subvention annuelles sont réparties de la manière suivante: 2/3 pour le budget UE, et 1/3 pour le budget Suisse pour les projets à caractère tri-national. La subvention pour la Coordination est traitée à part.

5b) Budget EU, Deutschland, Frankreich

1. Das Budget der deutschen und französischen Partnerorganisationen für die Zuschussanträge setzt sich aus einem Beitrag der Kommission und eigenen Beitragsleistungen der deutschen und französischen Partner zusammen. Zusätzlich zum Beitrag der Kommission können Kofinanzierungen seitens der Länder und des französischen Staates geleistet werden, die das Ziel haben, das Funktionieren des EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur sicherzustellen.

5b) Budget UE, Allemagne, France

1. Le budget des organisations partenaires françaises et allemandes pour les demandes de subvention se composent d'une contribution de la Commission et de contributions propres des partenaires allemands et français. En plus des contributions de la Commission, des co-financements de la part des Länder et de l'Etat français peuvent être octroyées, celles-ci ayant pour objectif d'assurer le fonctionnement EURES-T Oberrhein/Rhin Supérieur.

2. Die Mitwirkung der deutschen und französischen Partner an der Durchführung von Maßnahmen im Rahmen des Zuschussantrages ist für die Partner untereinander und gegenüber der Kommission nur verbindlich, wenn der beantragte Finanzierungsbeitrag gesichert ist.

2. L'engagement réciproque des partenaires allemands et français vis-à-vis de la Commission à participer à la réalisation d'activités dans le cadre de la demande de subvention est définitif lorsque le versement de la contribution financière demandée auprès de la Commission

3. Ein Vertragspartner verpflichtet sich für die Dauer der Laufzeit der Vereinbarung nach Maßgabe von Artikel 6 die Aufgabe als regionaler Finanzträger zu übernehmen.

Für die Dauer dieser Rahmenvereinbarung ist der regionale Finanzträger der Pôle Emploi Alsace.

4. Das weitere regelt eine Vereinbarung zwischen Pôle Emploi Alsace und der Europäischen Kommission.

5c) Budget Schweiz

1. Das Budget Schweiz für die Zuschussanträge setzt sich aus einem Beitrag des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) und eigenen Beitragsleistungen der Schweizer Partner gemäß der „Gemeinsamen Unterrichtung des durch das Abkommen zwischen der Europäischen Gemeinschaft ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Schweizerischen Eidgenossenschaft andererseits über die Freizügigkeit eingesetzten gemischten Ausschusses“ vom 18.06.2004 zusammen. Das SECO kann um eine Beteiligung an der Kofinanzierung, die das Ziel hat, das Funktionieren des EURES-T sicherzustellen, ersucht werden. Die Kofinanzierung unterliegt derselben Aufteilung wie unter 5a) beschrieben.

2. Die Mitwirkung an der Durchführung von Maßnahmen im Rahmen des Arbeitsplanes ist für die Schweizer Partner untereinander und gegenüber dem SECO nur verbindlich, wenn der beantragte Finanzierungsbetrag des SECO gesichert ist.

3. Die regionale Finanzträgerschaft für das Budget Schweiz übernimmt gegenüber dem SECO das Amt für Wirtschaft und Arbeit Basel Stadt (AWA BS).

4. Das AWA BS übernimmt die Verwaltung und Auszahlung der Schweizer Fördermittel im Rahmen der Abwicklung der Zuschussanträge.

5. Das SECO leistet keine Zuschüsse für die Ausbildung und den Einsatz für Informations- und Beratungsmaßnahmen der EURES-Berater der Sozialpartner. Das SECO kann jedoch für die Durchführung anderer Maßnahmen als oben beschrieben, das heißt für gesonderte, projekt-

et les apports propres du côté allemand et du côté français sont garantis.

3. Un des co-contractants s'engage à assurer les fonctions de porteur financier régional pour la durée de la Convention, dans le respect de l'article 6.

Pour la durée de la présente Convention cadre, le porteur financier régional est Pôle Emploi Alsace.

4. Une convention entre Pôle Emploi Alsace et la Commission européenne régit les points complémentaires.

5c) Budget Suisse

1. Le budget Suisse pour les demandes de subvention se compose conformément à l'« Information du 18 juin 2004 à l'intention du comité mixte institué selon l'Accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes » du 18 juin 2004 d'une contribution du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et de contributions propres des partenaires suisses. Le SECO peut être sollicité au titre des dépenses du cofinancement destiné à assurer le fonctionnement de l'EURES-T. Le cofinancement est reparti selon la formule décrite à l'article 5a).

2. L'engagement des partenaires suisses entre eux et vis-à-vis du SECO à participer à la réalisation d'activités dans le cadre du plan d'activités est définitif lorsque le versement de la contribution financière demandée auprès du SECO est garantie.

3. Concernant le budget Suisse, le relais financier régional vis-à-vis du SECO sera assuré par l'AWA Bâle-Ville (AWA BS).

4. L'AWA BS assure la gestion et le versement de la subvention suisse dans le cadre des demandes de subvention.

5. Le SECO ne subventionne pas la formation et la participation aux activités d'information et de conseils des conseillers EURES des partenaires sociaux. Le SECO peut néanmoins accorder des subventions pour la réalisation d'activités autres que celles décrites ci-dessus,

nahe Leistungen, in denen auch Personalkosten enthalten sein können, Zuschüsse gewähren.

5d) Finanzträger

Für die Dauer der Rahmenvereinbarung ist Pôle Emploi Alsace als Finanzträger gegenüber der EU-Kommission für den Zuschuss verantwortlich, wobei der Arbeitsplan und die Zuschussanträge auf den gemeinsam beschlossenen Zielsetzungen und Prioritäten des EURES-T Netzwerkes Oberrhein basieren.

Die Partnerorganisationen, die Verantwortung für Projekte übernommen haben, verantworten die Durchführung der Projekte und die Vorfinanzierung der entsprechenden Rechnungen. Dieses Engagement kommt in den Absichtserklärungen zum Ausdruck.

Sofern eine projektverantwortliche Organisation keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzt, haftet die Organisation, die die Absichtserklärung für diese Organisation unterzeichnet hat.

Nachdem die Partnerorganisationen ihre Rechnungen beglichen haben, werden diese bei der Koordination eingereicht, geprüft und anschließend von Pôle Emploi erstattet.

Pôle Emploi erstellt regelmäßig Zwischenbilanzen, um die Transparenz zu fördern und dadurch die Ausschöpfung des Budgets zu optimieren.

ARTIKEL 6 – VERANTWORTLICHKEITEN

Die projektverantwortlichen Organisationen sind gegenüber dem regionalen Finanzträger für die von ihnen betreuten Maßnahmen inhaltlich und rechnerisch rechenschaftspflichtig.

Für das Schweizer Budget sind die Organisationen gegenüber dem AWA BS rechenschaftspflichtig.

Der regionale Finanzträger ist gegenüber der EU-Kommission rechenschaftspflichtig.

c'est-à-dire pour des prestations spécifiques proches des activités et qui peuvent également contenir des frais de personnel.

5d) Porteur Financier

Pôle Emploi Alsace en tant que Porteur financier est responsable de la subvention auprès de la Commission européenne. Cependant, le plan de travail et les demandes de subvention sont basés sur les objectifs et les priorités du réseau EURES-T Rhin Supérieur définis ensemble.

Les organisations partenaires portant la responsabilité de projets, sont responsables de la réalisation des activités et du préfinancement des factures correspondantes. Cet engagement se traduit à travers les lettres d'intentions.

Dès lors qu'une organisation en charge d'activités n'a pas de personnalité juridique propre, l'organisme qui a signé la lettre d'engagement pour cette organisation est responsable.

Une fois que les organisations ont réglé leurs factures, ces dernières sont remises à la Coordination pour validation avant d'être remboursées par Pôle Emploi.

Pôle Emploi publie régulièrement un bilan comptable intermédiaire afin d'encourager la transparence et ainsi d'optimiser l'utilisation du budget.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITES

Les organisations en charge d'activités sont responsables de la bonne mise en œuvre et gestion financière des projets vis-à-vis du porteur financier régional.

Concernant le budget Suisse, les organisations sont responsables vis-à-vis de l'AWA BS.

Le Porteur financier régional est responsable vis-à-vis de la Commission européenne.

ARTIKEL 7 – DAUER

Die Vereinbarung gilt vom 1. Juni 2010 bis zum 31. Mai 2013.

Der Inhalt dieser Vereinbarung kann während der Laufzeit nur mit Einstimmigkeit aller Unterzeichner schriftlich geändert werden.

ARTIKEL 8 – AUFLÖSUNG

Im Falle grundlegender Meinungsverschiedenheiten über die Strategie und/oder die durchzuführenden Maßnahmen kann jeder Unterzeichner seine Teilnahme an der Partnerschaft zum Ende eines jeden Haushaltsjahres beenden. Er teilt dies 3 Monate vor Ablauf des Haushaltsjahres mittels einer schriftlichen und begründeten Erklärung jedem der Mitunterzeichner mit. Die übrigen Unterzeichner entscheiden sich zu diesem Zeitpunkt - falls erforderlich - über die Fortsetzung ihrer Zusammenarbeit.

Im Fall der Auflösung sind die Mitglieder des Lenkungsausschusses, die projektverantwortlichen Organisationen und die regionalen Finanzträger verpflichtet, eine ordnungsgemäße Abwicklung der Finanzen sicher zu stellen.

ANLAGEN

Folgende Anlagen sind fester Bestandteil dieser Rahmenvereinbarung und unterliegen somit derselben Verbindlichkeit und denselben Modalitäten bei etwaigen Änderungen wie der Hauptteil der Vereinbarung:

- Anhang 1: Geographische Abgrenzung
- Anhang 2: Lenkungsausschuss
- Anhang 3: Koordination

ANHANG 1
zur Rahmenvereinbarung
EURES-T « Oberrhein – Rhin Supérieur »

ARTICLE 7 – DUREE

La convention cadre est appliquée du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2013.

Le contenu de la présente Convention ne peut être modifié que par écrit, pendant sa période de validité, et que par un vote à l'unanimité des signataires.

ARTICLE 8 – CESSATION

En cas de divergence fondamentale relative aux stratégies et/ou à la mise en œuvre des activités, chaque signataire peut mettre fin à sa participation au partenariat à l'expiration de chaque exercice budgétaire. A cet effet il doit faire parvenir 3 mois avant l'expiration de l'exercice budgétaire une déclaration écrite et motivée à chacun des co-contractants. Les autres co-contractants décident alors, le cas échéant, de la poursuite de leur coopération.

En cas de cessation, les membres du Comité de pilotage, les organisations en charge d'activités et les relais financiers régionaux doivent s'assurer d'une clôture correcte des transferts financiers.

ANNEXES

Les annexes ci-après font partie intégrante de la présente convention et ont par conséquent le même caractère contractuel et sont soumises aux mêmes modalités en cas d'éventuelles modifications que le corps de la convention :

- Annexe 1: Périmètre géographique
- Annexe 2: Comité de pilotage
- Annexe 3: Coordination

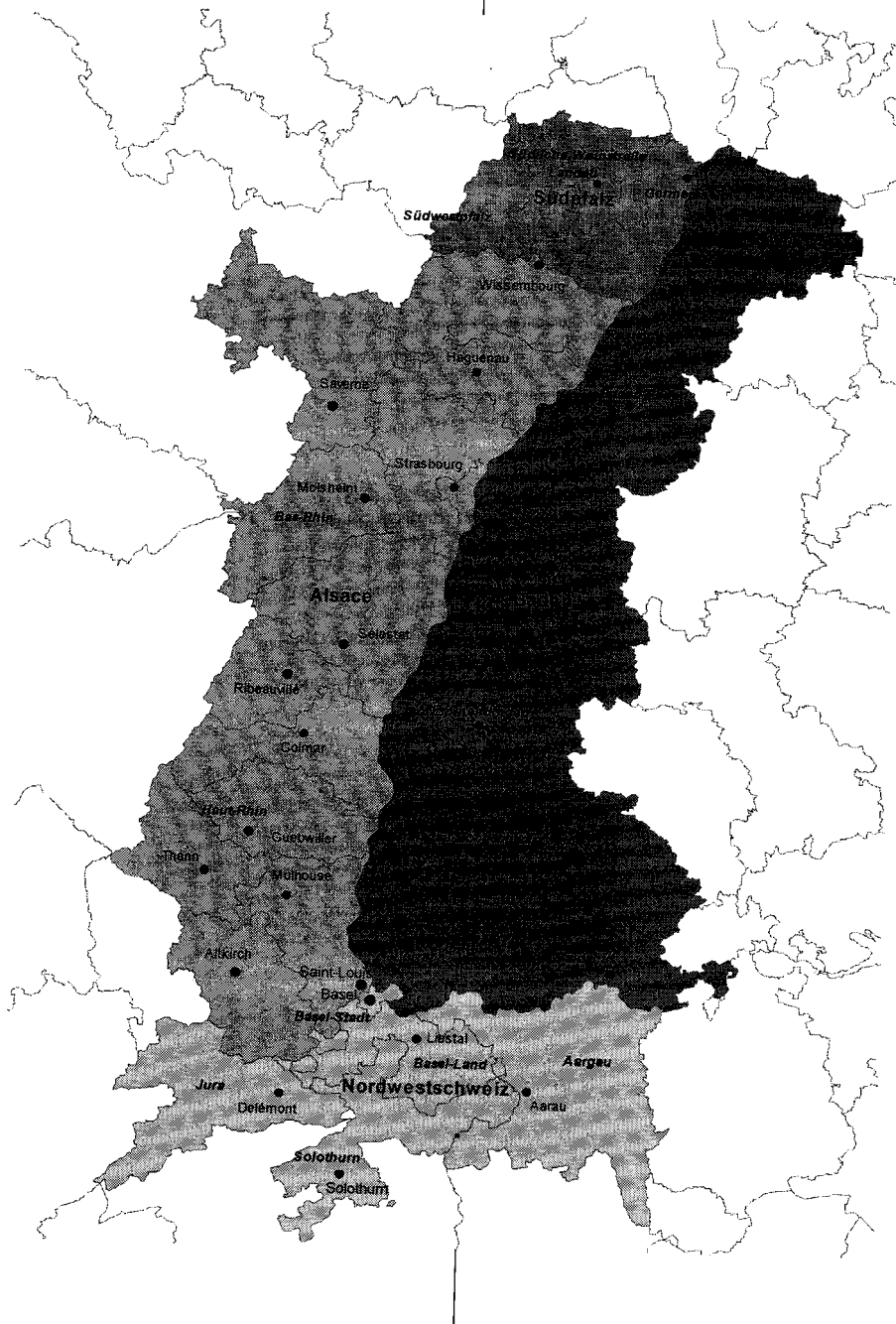
ANNEXE 1
à la Convention Cadre relative
à l'EURES -T « Oberrhein – Rhin Supérieur »

GEOGRAPHISCHE ABGRENZUNG

- Land Baden-Württemberg:
Arbeitsagenturbezirke Karlsruhe, Offenburg,
Freiburg, Lörrach, Rastatt;
- Land Rheinland-Pfalz:
Arbeitsagenturbezirk Landau und die beiden
Verbandsgemeinden Dahn und Hauenstein;
- Région Alsace;
- Kantone Basel-Stadt, Basel-Landschaft,
Aargau, Solothurn, Jura.

PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

- Land Bade-Wurtemberg:
Arbeitsagenturbezirke Karlsruhe, Offenburg,
Freiburg, Lörrach, Rastatt;
- Land Rhénanie-Palatinat :
Arbeitsagenturbezirk Landau ainsi que les
deux groupements de communes
(*Verbandsgemeinden*) Dahn et Hauenstein ;
- Région Alsace ;
- Cantons de Bâle-Ville, Bâle-Campagne,
Argovie, Soleure, Jura.



LENKUNGSAUSSCHUSS

Artikel 1: Hauptaufgaben

- Der Lenkungsausschuss legt die Strategie für die Partnerschaft im Rahmen ihres dreijährigen Arbeitsplans fest, der jährlich im Lichte der für das EURES-Netzwerk als Ganzes festgelegten EURES-Leitlinien geprüft wird.
- Er billigt den Vorschlag für den jährlichen Finanzhilfefantrag.
- Er billigt die Zwischenberichte und Abschlussberichte sowie die Abrechnungen über die Durchführung des Arbeitsplans.
- Er gewährleistet die Gesamtkohärenz der Partnerschaft.
- Er ernennt den Geschäftsführer EURES-T Oberrhein und die Fachexperten Koordination der Partnerschaft in Einklang mit den Vorgaben der EURES-Satzung.
- Er sorgt für ein effektives Monitoring und eine effektive Evaluierung der Maßnahmen, einschließlich ihrer Finanzierung, und nimmt in regelmäßigen Abständen eine Bewertung der Ergebnisse vor.
- Er hat dafür Sorge zu tragen, dass EURES-Berater, die die Voraussetzungen erfüllen, ausgebildet und für die EURES-Ziele flächendeckend eingesetzt werden.

Artikel 2: Zusammensetzung

Jede Vertragspartei entsendet grundsätzlich einen Vertreter in den Lenkungsausschuss. Jeder Vertreter hat eine Stimme.

Die Kantone Aargau, Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Solothurn und Jura entsenden als Vertreter die Interkantonale Koordinationsstelle bei der REGIO BASILIENSIS sowie das Amt für Wirtschaft und Arbeit Basel-Stadt in den Lenkungsausschuss.

Die Sozialpartner entsenden eine identische Zahl von Delegierten mit Stimmrecht.

2.1 Weitere Teilnehmer

Der Lenkungsausschuss kann Experten oder Vertreter von Organisationen hinzuziehen, die

COMITE DE PILOTAGE

Article 1: Tâches principales

- Le Comité de pilotage fixe la stratégie du partenariat dans le cadre de son plan triennal d'activité; cette stratégie est réexaminée tous les ans et tient compte des orientations définies pour l'ensemble du réseau EURES.
- Il approuve une proposition de demande annuelle de subvention.
- Il approuve les rapports et comptes intermédiaires et finals concernant l'exécution du plan d'activité.
- Il garantit la cohésion générale du partenariat
- Il nomme le Secrétaire général EURES-T Rhin Supérieur et les chargés de mission Coordination du partenariat en accord avec les objectifs de la Charte EURES.
- Il assure un suivi et une évaluation efficaces des activités, notamment de leur financement, et évalue régulièrement les résultats obtenus.
- Il s'assure que des conseillers EURES répondant aux exigences, sont formés et missionnés sur des objectifs EURES, en respectant une bonne répartition géographique.

Article 2: Composition

En règle générale, chaque organisation participante délègue un représentant au Comité de pilotage. Chaque représentant dispose d'une voix.

Les Cantons d'Argovie, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Soleure et la République et Canton du Jura délèguent le Service de coopération intercantonal auprès de la REGIO BASILIENSIS ainsi que l'AWA Bâle-Ville pour les représenter au sein du Comité de pilotage.

Les partenaires sociaux délèguent un nombre identique de représentants qui disposent du droit de vote.

2.1 Autres membres:

Le Comité de pilotage peut faire appel à des experts ou à des représentants

mit EURES-T ohne Stimmrecht zusammenarbeiten.

2.2 Arbeitsweise

Der Lenkungsausschuss tritt mindestens zweimal jährlich zusammen. Die Sitzungseinladung und Tagesordnung sollten seinen Mitgliedern in deutscher und französischer Sprache spätestens zwei Wochen vor der Sitzung zugehen.

Der Lenkungsausschuss kann sich bei seinen Arbeiten durch einen Begleitausschuss sowie ggf. durch Arbeitsgruppen unterstützen lassen.

Die Entscheidungen des Lenkungsausschusses werden mehrheitlich von den anwesenden Mitgliedern oder deren Vertretern getroffen, wobei mindestens ein Vertreter jedes der drei Länder, je ein Vertreter der EURES-Mitglieder (Pôle Emploi oder BA/ZAV) und wenigstens die Hälfte der Vertreter der anderen Partner anwesend sein müssen.

Artikel 3 : Begleitausschuss

Der Begleitausschuss setzt sich aus je einem Vertreter der Partnerorganisationen zusammen, die Maßnahmen durchführen.

Er stellt insbesondere auf Weisung des Lenkungsausschusses gemeinsam mit der Koordination (Anhang 3) die Vorbereitung und Umsetzung des Arbeitsplanes sicher.

Artikel 4 : Arbeitsgruppen

Der Lenkungsausschuss oder der Begleitausschuss können Arbeitsgruppen benennen und ihnen bestimmte Aufgaben übertragen. Sie tragen zur Ausarbeitung von Maßnahmen bei, die dem Lenkungsausschuss unterbreitet werden, und legen dem Lenkungsausschuss über ihre Arbeiten Rechenschaft ab.

Artikel 5: Koordination

Der Lenkungsausschuss, der Begleitausschuss und die Arbeitsgruppen werden durch die Koordination unterstützt.

d'organisations coopérant avec EURES-T. Ils ne disposent pas d'un droit de vote.

2.2 Modalités de fonctionnement:

Le Comité de pilotage se réunit au moins deux fois par an. L'invitation et l'ordre du jour devraient parvenir à ses membres en allemand et en français au plus tard deux semaines avant la séance.

Le Comité de pilotage peut se faire assister dans ses travaux par un comité de suivi ainsi que, le cas échéant, par des groupes de travail.

Les décisions du Comité de pilotage sont adoptées à la majorité des membres présents, sous réserve que soient présents au moins un représentant de chacun des trois pays, un représentant des membres EURES (Pôle Emploi ou BA/ZAV) et au moins la moitié des représentants des autres partenaires.

Article 3: Comité de suivi

Le comité de suivi se compose d'un représentant de chaque organisme partenaire réalisant des activités.

Il assure notamment, selon les instructions du Comité de pilotage, et avec la Coordination (article 6 de cette annexe 3) la préparation et la mise en œuvre du plan d'activités.

Article 4: Groupe de travail

Le Comité de pilotage ou le comité de suivi peuvent créer des groupes de travail et leur confier des tâches définies. Ceux-ci contribuent à l'élaboration des propositions d'activités qui seront présentées au Comité de pilotage et rendent compte de leurs travaux au Comité de pilotage.

Article 5 Coordination

Le Comité de pilotage, le comité de suivi et les groupes de travail sont assistés par la Coordination.

Artikel 6: Vorsitz

Der Vorsitz des Lenkungsausschusses wird von einem Präsidenten, stellvertretend von zwei Vize-Präsidenten wahrgenommen. Das Mandat des Präsidenten und seiner Vertreter umfasst drei Jahre.

Der Lenkungsausschuss kann Ehrenvorsitzende mit beratender Stimme ernennen, die an den Sitzungen des Lenkungsausschusses und des Präsidiums teilnehmen können.

6.1 Ernennung des Präsidenten

Der Präsident sollte im Wege des Konsenses ernannt werden. Kann keine Einigung erzielt werden, ist der Präsident von den Mitgliedern des Lenkungsausschusses mit einfacher Mehrheit zu wählen.

6.2 Hauptaufgaben des Präsidenten

- Der Präsident legt die vom Geschäftsführer EURES-T Oberrhein vorgeschlagene Tagesordnung fest und beruft den Lenkungsausschuss spätestens vierzehn Tage vor dem Sitzungstermin ein.

- Er bereitet die Sitzungen in Zusammenarbeit mit dem Geschäftsführer EURES-T Oberrhein vor.

- Er setzt die Beschlüsse des Lenkungsausschusses um und vertritt EURES-T Oberrhein in der Öffentlichkeit und bei der Kommission.

- Der Präsident verfügt über keine besonderen Stimmrechte.

Artikel 7: Präsidium

Präsident, Vizepräsidenten, Ehrenvorsitzender und Finanzträger bilden das Präsidium.

Auf Ausgewogenheit in der Zusammensetzung wird geachtet. Das Präsidium tagt im Vorfeld der Lenkungsausschusssitzungen, mindestens jedoch zweimal jährlich. Das Gremium behandelt grundlegende Fragen der Partnerschaft. In diesem Rahmen gibt das Präsidium insbesondere seine Empfehlungen für die strategische Ausrichtung an den Lenkungsausschuss.

Article 6: Présidence

La Présidence du Comité de pilotage est assuré par un Président assisté de deux Vice-Présidents. Le mandat du Président et des Vice-présidents dure trois ans.

Le Comité de pilotage peut désigner des Présidents d'honneur qui peuvent participer aux réunions du Comité de pilotage et avec voix consultative.

6.1 Désignation du Président

Le Président est élu au terme d'une décision consensuelle. Faute de consensus, le Président est élu à la majorité simple des membres du Comité de pilotage.

6.2 Principales tâches du Président

- Le Président arrête l'ordre du jour proposé par le Secrétaire général d'EURES-T Rhin Supérieur et convoque le Comité de pilotage au plus tard quatorze jours avant la réunion.

- Il prépare les réunions avec le Secrétaire général d'EURES-T Rhin Supérieur.

- Il agit et met en œuvre les décisions du Comité de pilotage et dans ce cadre il représente publiquement et auprès de la Commission l'EURES-T.

- Le Président ne dispose pas de droit de vote spécial.

Article 7: Présidium

Le Président, les Vice-présidents, le Président d'honneur et le Porteur financier constituent le Présidium.

On veillera à une composition équilibrée. La réunion du Présidium précèdera celle du Comité de pilotage. Cependant, il se réunira au moins deux fois par an. C'est l'instance qui traitera des questions fondamentales du partenariat. C'est ainsi que le Présidium fera part au Comité de pilotage de ses recommandations en matière d'orientation stratégique notamment.

ANHANG 3
zur Rahmenvereinbarung
EURES-T „Oberrhein – Rhin Supérieur“
KOORDINATION

Artikel 1: Stellung und Aufgaben der Koordination

1.1 Stellung

Die Koordination unterstützt den Lenkungsausschuss bei der Steuerung und Überwachung der beschlossenen und genehmigten Aktivitäten und ist dem Lenkungsausschuss dafür rechenschaftspflichtig. Sie besteht aus dem Geschäftsführer und Fachexperten.

1.2 Hauptaufgaben des Geschäftsführers EURES-T Oberrhein

- Der Geschäftsführer unterstützt den Präsidenten und den Lenkungsausschuss in allen maßgeblichen, die Partnerschaft betreffenden Angelegenheiten.
- Er übernimmt die strategische Beratung zur konsistenten Weiterentwicklung der Partnerschaft, u.a. die Koordinierung des 3-jährigen Arbeitsplans.
- Er steuert die Fachexperten, ist ihnen gegenüber weisungsbefugt und achtet auf ordnungsgemäße Berichterstattung.
- Er konzipiert die Sitzungen von Präsidium und Lenkungsausschuss.
- In Abstimmung mit dem Präsidenten bahnt er Kontakte zu den relevanten Stellen in Verwaltung, Wirtschaft und Politik der Grenzregion an.
- Die Pressearbeit für die Partnerschaft wird in enger Abstimmung mit dem Präsidenten erledigt.
- Werbung für EURES bei den Linienmanagern der EURES-Berater und Gewährleistung ihrer Einbindung,

1.3 Hauptaufgaben der Fachexperten

- Interne Kommunikation
- Zusammenarbeit mit den EURES-Beratern
 - Moderation des Netzwerkes
 - Evaluation
 - Sammeln und Auswertung der Monatsstatistiken
 - Auswertung der Berichte über

ANNEXE 3
à la Convention Cadre relative
à l'EURES -T « Oberrhein – Rhin Supérieur
COORDINATION

Article 1 : Position et tâches de la Coordination

1.1 Position

La Coordination aide le Comité de pilotage dans la conduite et la réalisation des activités choisies et approuvées et est responsable devant le Comité de pilotage. Elle est composée du Secrétaire général et des chargés de mission.

1.2 Principales tâches du Secrétaire général d'EURES-T Rhin Supérieur

- Le Secrétaire général soutient le Président et le Comité de pilotage dans toutes les affaires décisives concernant le partenariat.
- Il prend en charge le conseil stratégique visant le développement cohérent du partenariat, entre autre la coordination du plan de travail.
- Il dirige les chargés de mission, leur donne des instructions et veille à la restitution des dossiers selon les règles données.
- Il conçoit les réunions du Présidium et du Comité de pilotage.
- En accord avec le Président, il noue des contacts avec les organes pertinents en matière d'administration, d'économie et de politique de la région frontalière.
- Les relations presse pour le partenariat sont effectuées en étroite accord avec le Président.
- Il assure la promotion du réseau EURES auprès des responsables opérationnels des conseillers EURES et garantit leur intégration.

1.3 Principales tâches des chargés de mission

- Communication interne
- Coopération avec les conseillers EURES
 - Animation du réseau
 - Evaluation
 - Collecte et évaluation des statistiques mensuelles
 - Evaluation des rapports sur les obstacles à la

Mobilitätshindernisse

- Organisatorische Vorbereitung der Sitzungen von Präsidium und Lenkungsausschuss,
- Koordination genehmigter Maßnahmen und Mittelverwaltung,
- Finanztechnische Koordination und Controlling inklusive Vorbereitung / Prüfung der Zuschussanträge,
- Berichtsentwürfe für die EU-Kommission, insbesondere Arbeitsplan und Zuschussanträge sowie Endbericht mit Endabrechnung.

Die Auflistung der wahrzunehmenden Aufgaben erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Artikel 2: Auswahlverfahren und Sitz der Koordination

2.1 Auswahl des Geschäftsführers EURES-T Oberrhein und der Fachexperten Koordination

Die Koordination wird vom Lenkungsausschuss für drei Jahre ernannt. Dabei kommen folgende Möglichkeiten in Betracht:

1. Ernennung eines den Anforderungen entsprechenden Kandidaten der öffentlichen Arbeitsverwaltungen,
2. Ernennung eines Kandidaten im Anschluss an einen offenen Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen. In der Regel findet dabei folgendes Verfahren Anwendung:

- Der Lenkungsausschuss setzt einen Auswahlausschuss ein, der das vorgeschriebene Verfahren einhält und dem Lenkungsausschuss eine Liste der drei besten vorausgewählten Kandidaten vorlegt; unter Beteiligung des künftigen Arbeitgebers.

- Der Aufruf zur Einreichung von Bewerbungen, der die Stellenbeschreibung für den Koordinator enthält, sowie Angaben zu Vergütung, Arbeitszeiten und etwaigen anderen Bedingungen, wird über die geeigneten, von den öffentlichen Arbeitsverwaltungen und den Partnerorganisationen genutzten Kanäle, veröffentlicht.

- Die vorausgewählten Bewerber werden dem Lenkungsausschuss zur Entscheidung vom Auswahlausschuss vorgeschlagen.

2.2 Sitz der Koordination

Der Sitz des Koordinationsbüros wird vom Lenkungsausschuss festgelegt.

mobilité

- réparation matérielle des réunions du Présidium et du Comité de pilotage, P
 - coordination des activités validées et gestion financière, C
 - coordination financière et contrôle, y compris la préparation / évaluation des demandes de subvention, C
 - Projets de rapports, en particulier plan de travail et demandes de subvention ainsi que rapports et décomptes finaux pour la Commission européenne.
- La liste des missions à accomplir est non-exhaustive.

Article 2: Mode de désignation, et siège de la Coordination

2.1 La désignation du Secrétaire général d'EURES-T Rhin Supérieur et des chargés de mission Coordination

La Coordination est nommée par le Comité de pilotage pour une durée de trois ans. Les possibilités suivantes sont envisageables :

1. Désignation d'un candidat des services publics de l'emploi correspondant aux exigences.

2. Nomination d'un candidat à la suite d'un appel à candidatures ouvert. En règle générale, la procédure comporte les étapes suivantes:

- Le Comité de pilotage nomme un comité de sélection, auquel participe obligatoirement le futur organisme employeur, qui sera tenu de respecter la procédure définie et de lui soumettre une liste des trois meilleurs candidats.

- L'appel à candidatures, qui précise la description du poste du Coordinateur, le niveau de rémunération envisagé, le temps de travail et éventuellement d'autres modalités, est diffusé via les canaux utilisés par les services publics de l'emploi et les organisations partenaires,

- Les candidats retenus sont proposés au Comité de pilotage suite à la décision prise par le Comité de sélection.

2.2 Siège de la Coordination

Le siège du bureau de Coordination est décidé par le Comité de pilotage.

Für die Bundesagentur für Arbeit Pour la Bundesagentur für Arbeit		Pour le Conseil Syndical Interrégional CSIR des Trois Frontières Für den Interregionalen Gewerkschaftsrat IGR Dreiländereck
Pour l'Etat français Für den französischen Staat		Pour le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) Alsace Für den Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) Alsace
Pour Pôle Emploi Für Pôle Emploi		
Für die Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit Pour la Regionaldirektion Baden-Württemberg der Bundesagentur für Arbeit		Für die Arbeitgeber Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände e.V. Für die Arbeitgeber Landesvereinigung Baden-Württembergischer Arbeitgeberverbände e.V.
Für die Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit Pour la Regionaldirektion Rheinland-Pfalz-Saarland der Bundesagentur für Arbeit		Für die Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer Unternehmerverbände(LVU) Für die Landesvereinigung Rheinland-Pfälzischer Unternehmerverbände(LVU)
Pour la Direction Régionale Pôle Emploi Alsace Für die Regionaldirektion Pôle Emploi Alsace		Für den Arbeitgeberverband Basel Pour le Arbeitgeberverband Basel
Für den Kanton Basel-Stadt Pour le Canton de Bâle-Ville		Pour la Région Alsace Für die Region Elsass
Für den Kanton Basel-Landschaft Pour le Canton de Bâle-Campagne		Pour le Département du Bas-Rhin Für das Département Bas-Rhin
Für den Kanton Aargau Pour le Canton d'Argovie		Pour le Département du Haut-Rhin Für das Département Haut-Rhin
Für den Kanton Solothurn Pour le Canton de Soleure		Für das Land Baden-Württemberg Pour le Land de Bade-Wurtemberg
Für den Kanton Jura Pour la République et Canton du Jura		Für das Land Rheinland-Pfalz Pour le Land de Rhénanie-Palatinat
Pour le Conseil Syndical Interrégional CSIR Euregio Für den Interregionalen Gewerkschaftsrat IGR Euregio		